



Nous n'avons volontairement pas corrigé les imperfections de forme qui peuvent survenir dans chaque copie.

Epreuves d'accès, en 2017, au cycle préparatoire au troisième concours

Composition, en quatre heures, sur un sujet d'actualité politique, économique, sociale ou internationale.

Meilleure copie

Note : 15/20

Qu'est-ce qu'une crise ?

La photographie de Dorothea Lange intitulée La Mère migrante montre le visage grave, digne et les cheveux recouverts de poussière d'une mère américaine jetée sur les routes avec son enfant pendant la crise économique de 1929, résultat du krach survenu à Wall Street lors du « jeudi noir ». Ce cliché révèle le possible effet boule de neige d'une crise : dans ce cas, une crise financière a entraîné des migrations et une crise économique aux Etats-Unis, avant de s'étendre au plan mondial et de nourrir les ressorts d'une crise sociale et politique ayant précédé la Deuxième guerre mondiale.

Qu'est-ce qu'une crise ? L'éthymologie du mot – crisis – renvoie à un pic de tension succédant à une période de calme et précédant une explosion et / ou une résolution. Pour Aristote, elle n'est pas forcément négative car elle porte en elle les germes de la régénération. Dans le vocabulaire dramatique hérité de l'Antiquité, la crise est ce moment où l'ordre établi est bousculé et où tout peut basculer... pour le meilleur (dans les comédies) ou pour le pire (dans les tragédies). Ainsi, dans la pièce Phèdre de Racine, la révélation de l'amour incestueux que porte l'héroïne mue par son hybris à son beau-fils Hippolyte, va précipiter une implosion familiale qui entraînera le meurtre de l'innocent jeune homme, puis le suicide de Phèdre.

On le voit, la crise constitue un moment, qui doit être dépassé, par la destruction ou par une résolution. Aujourd'hui, dans un monde globalisé où les crises semblent se nourrir les unes les autres, on parle volontiers d'un état de crise permanent, sans que le sens de cette assertion soit clairement posé. Quel rapport les crises entretiennent-elles avec le temps – le temps long de l'histoire et le temps présent ?

L'histoire est le fruit de transformations profondes, dont certaines résultent de crises qu'il a fallu surmonter. Le temps présent semble s'accélérer et se caractériser par un état de crise perpétuel, qui modifie les modes d'action des pouvoirs publics.

Les crises ont bousculé l'histoire et certains progrès accomplis sont nés de leur résolution.

Si la marche de l'histoire est le fruit d'évolutions lentes, elle progresse aussi par à-coups successifs que sont les crises, comme le montrent deux exemples emblématiques de l'époque moderne et contemporaine.

On raconte que Louis XIV, entendant le peuple français gronder aux portes de son palais, aurait demandé à son conseiller « C'est une révolte ? » avant que celui-ci ne lui réponde : « Non, Sire, c'est une révolution ». La grogne des Sans-culottes et des révolutionnaires était alimentée par une année de disette, où les mauvaises récoltes avaient appauvri la population et affamé certaines parties du territoire. Cette crise économique a contribué à nourrir le ressentiment social qui s'accumulait – face aux fastes de la Cour et aux privilèges nobiliaires – l'esprit des Lumières ayant diffusé les notions de progrès, d'égalité et de démocratie. Louis XVI avait résisté, sous l'influence de la noblesse, à ses conseillers Malesherbes et Turgot qui lui avaient préparé sur le papier de grandes réformes pour éviter que la crise ne dégénère. On sait combien violente fut la Révolution – de la prise de la Bastille aux années de Terreur en passant par la décapitation du couple royal. Si les idées de la Révolution ont triomphé par l'assentiment d'une partie du peuple mais aussi par la force, les périodes qui ont suivi ont été marquées par une forte instabilité politique et par des changements de régime. François Furet, dans son œuvre historique, compare la manière violente dont s'accomplit la Révolution française et la manière progressive et négociée avec laquelle s'impose la Révolution anglaise. Cependant, la plupart des révolutions ayant donné naissance à l'Etat de droit moderne et à la démocratie – qui représentent un grand progrès aux yeux des citoyens libres d'aujourd'hui – sont advenues dans un contexte insurrectionnel.

La crise politique et les conflits naissent souvent d'un malaise économique et social. On observe ainsi un effet de contamination, lorsqu'une crise initiale – quelle que soit sa nature – n'est pas résolue. La Première guerre mondiale – qu'aucun Etat européen ne souhaitait vraiment – est née d'une crise diplomatique survenue avec l'assassinat de Franz-Ferdinand en Serbie. L'impossibilité de résoudre cette crise pacifiquement a mené à l'escalade de la violence. La Deuxième guerre mondiale est née des cendres de cette Grande Guerre qui avait décimé tant d'hommes, laissé l'Europe exsangue et humilié l'Allemagne. La crise économique issue de la mondialisation a été le ferment d'une exaspération populaire, dont Hitler a su tirer les fruits en 1933, exploitant le sentiment national et le ressentiment anti-immigrés et anti-juifs. Son accession au pouvoir et sa volonté de construire un Empire ont, de nouveau, précipité une Europe affaiblie dans la guerre et mené aux exactions que l'on sait.

Les crises qui ont bousculé l'histoire ont, pour être surmontées, exigé des adaptations et parfois des transformations profondes.

En 1945, l'Europe sort traumatisée du second conflit mondial. Le film Allemagne année 0 de R. Rossellini montre un enfant orphelin, errant dans les ruines de son pays détruit et qui ira jusqu'à se donner la mort. La question de savoir si la civilisation européenne peut guérir de ses blessures et de la honte engendrée par la découverte de la Shoah est posée par Hannah Arendt dans La Crise de la Culture. Pour la philosophe, les Européens, qui s'étaient longtemps définis par leur haute-culture et par leurs valeurs universalistes, doivent justement se tourner vers cet héritage pour le faire renaître : dépasser les traumatismes en faisant œuvre d'intelligence et en faisant en sorte de ne plus jamais reproduire les erreurs du passé. Raymond Aron considérait lui, que l'Europe avait péri de n'avoir pas de politique à la hauteur de sa culture.

Pour sortir d'une crise internationale, les dirigeants occidentaux d'alors ont entrepris de rebâtir un « nouvel ordre mondial ». Sous l'influence américaine, des institutions internationales sont créées telle la SDN, la Société des nations, assorties d'un droit qui se développe pour garantir la paix. Le fonctionnement de la SDN est décrit de l'intérieur par Albert Cohen, romancier qui y fut haut-

fonctionnaire, dans Belle du Seigneur. Le nouvel ordre mondial s'établit également sur le « système de Bretton Woods », basé sur l'étalon-or pour garantir la stabilité monétaire et prévenir de nouvelles crises financières. Enfin, les réseaux de Résistants internationaux qui avaient appris à collaborer pendant la Deuxième guerre mondiale promeuvent l'idée d'une communauté européenne : communauté économique d'abord, l'essor du commerce entre les Nations étant de nature à les préserver de se faire la guerre. Père de l'Europe, Robert Schumann déclare en 1950 : " L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans un grand mouvement d'ensemble, elle se fera par des réalisations concrètes, créant des solidarités de fait ". La CECA est née en 1957, prélude à une grande aventure européenne, qui a permis à la paix de régner jusqu'à présent.

Afin de résoudre les crises, les dirigeants ont pris l'habitude de collaborer en s'appuyant sur les institutions communes, les grands rendez-vous (Conseil de sécurité de l'ONU, G 20, Sommets européens) et le droit international et européen. Dans un monde globalisé, de nombreuses crises exigent une réponse commune et concertée.

La crise financière de 2008 – née avec l'effondrement de la banque Lehmann Brothers et le système des subprimes – a fourni un exemple de cette réponse commune. Des mesures de régulation financière ont été prises au niveau des Etats – on pense aux lois d'Obama aux Etats-Unis –, de l'Union européenne – via notamment la politique monétaire de la BCE. Cependant, cette crise dont les conséquences sociales et économiques continuent de se faire sentir et renforcent à la fois l'abstention et les votes extrêmes, plâne comme une menace sur les démocraties et alimente l'impression d'une « crise sans fin ».

Le temps présent s'emble s'accélérer et se caractériser par un état de crise permanente, qui conditionne les modes d'action des pouvoirs publics.

La philosophe Myriam Revault d'Allones a intitulé l'un de ses ouvrages La Crise sans fin ? La question mérite d'être posée, tant les crises semblent se multiplier, s'alimenter les unes les autres ou se chasser les unes les autres. La crise donnant l'impression de ne jamais cesser, on peine à percevoir son effet régénérateur, ou bénéfique. La philosophe relève d'ailleurs qu'on parle désormais d' " état de crise ", ce qui est paradoxal car la crise est supposée ne constituer qu'un moment, et donc ne pas durer éternellement. Or, dans la période actuelle, on a considéré que des crises « s'enlisaient ». Ainsi, cette expression a été beaucoup utilisée à propos de l'intervention américaine en Irak. D'autres crises, au contraire, s'amplifient et ont des résonances dans le monde entier, voire des répercussions très directes. Ainsi, le soulèvement des Syriens dans le cadre des Printemps arabes, durement réprimé par le régime de Bachar El Assad, a donné lieu à une guerre civile. Les Occidentaux n'ont pas su s'accorder pour intervenir au début de la crise. Aujourd'hui, la situation dramatique en Syrie a permis l'émergence de Daesch (l'Etat islamique), dont les attentats se multiplient en Orient, en Afrique comme en Occident, dont la France, considérée par ses penseurs comme le « ventre mou », possible ferment d'une guerre civile ainsi que l'énonce l'historien Jean-Pierre Filiu dans Les Arabes et nous. Par ailleurs, les conflits syriens, mais aussi irakiens et lybiens ont occasionné une « crise des migrants » de grande ampleur. Malgré le plan Juncker, tentative de l'Union européenne pour répartir les réfugiés sur les territoires européens, les Etats sont apparus divisés et dépassés – pour ceux qui se trouvent en première ligne, comme l'Italie et la Grèce. L'accueil des réfugiés a également fragmenté les opinions publiques dans un contexte de chômage haut (10% en moyenne dans la zone euro) et de menace terroriste. Cette peur de l'autre est habilement récupérée par les partis nationalistes et xenophobes, dont certains sont parvenus au pouvoir comme en Hongrie et en Pologne, là où d'autres progressent dans les intentions de vote, comme le FN en France et

l'AFD en Allemagne. Crise économique, sociale, politique, multiforme : le contexte actuel est explosif et nourrit l'inquiétude des dirigeants comme des citoyens.

Cette impression d'une crise perpétuelle est renforcée par le temps médiatique et le règne de l'urgence.

Lorsqu'il était président de la République, Charles de Gaulle ne donnait que six interventions télévisées par an. Les chaînes d'information en continu soumettent le public à un flux ininterrompu et mettent l'accent sur les nouvelles les plus dramatiques. L'impression d'une succession permanente de crises – qu'il s'agisse de conflits militaires ou sociaux ou encore d'affaires – s'en trouve donc fortifiée. Les hommes politiques sont de plus en plus invités – et désireux de ... – à commenter cette actualité brûlante.

Le documentaire Les Nouveaux chiens de garde montre la façon dont les politiques s'entourent de communicants – ou spin doctors – pour assurer une communication qui s'apparente le plus souvent à une communication de crise.

Sur les vingt dernières années, le nombre de ces communicants a été multiplié par deux aux Etats-Unis – quand celui des journalistes chutait d'autant. L'« impératif catégorique » contemporain est de commenter un fait dans l'instant sous peine de voir l'opinion publique lui échapper et les réseaux sociaux s'indigner. Ainsi, l'intervention immédiate à la télévision du patron de la SNCF, Guillaume Pépy, après un grave accident de TER, pour indiquer sa compassion pour les victimes et les recherches des causes entamées, avait été saluée. Tandis que le silence du patron de Guerlain comme du groupe après des allégations antisémites a été considéré comme un cas d'école de communication de crise catastrophique. A l'instar de ces dirigeants d'entreprise, les décideurs publics sont guidés par cette réactivité face à l'actualité, qui a bouleversé leur rapport au temps et à l'action politique.

Gouverner ne se réduit cependant pas à de la communication de crise, et encore moins à de la gestion de crise. L'attente des citoyens est paradoxale de ce point de vue. Ainsi, la parole du président ou des ministres est guettée dès que survient une crise dans le pays – qu'il s'agisse d'un fait divers ayant bouleversé l'opinion ou d'un conflit social ou d'une affaire – mais on déplore par ailleurs le règne de l'urgence et celui des petites phrases. Cette attitude presque schizophrénique résulte sans doute d'une confusion de langage. Le mot crise est trop systématiquement employé et ne permet pas de dégager les cas où la parole et l'action politiques sont exigés et ceux où ils ne le sont pas : l'écume des jours. Il appartient sans doute aux dirigeants de prendre une juste distance avec " la reine du monde " (Pascal) qu'est l'opinion, afin que l'agenda politique ne soit pas guidé par elle et par l'instant – mais par une vision à long terme, notamment des réformes structurelles à entreprendre.

Une crise est un moment paroxystique qui exige d'être dépassé et ne peut constituer un état permanent.

Si l'époque contemporaine se caractérise par la globalisation et la complexification des enjeux comme par une attention médiatique croissante, le règne de l'instant ne doit pas triompher des préoccupations de long terme, pour les décideurs comme pour les citoyens.

S'agissant des crises, il appartient de garder la tête froide pour distinguer les situations qui relèvent véritablement de ce cas et les autres. Afin d'envisager sereinement l'avenir.